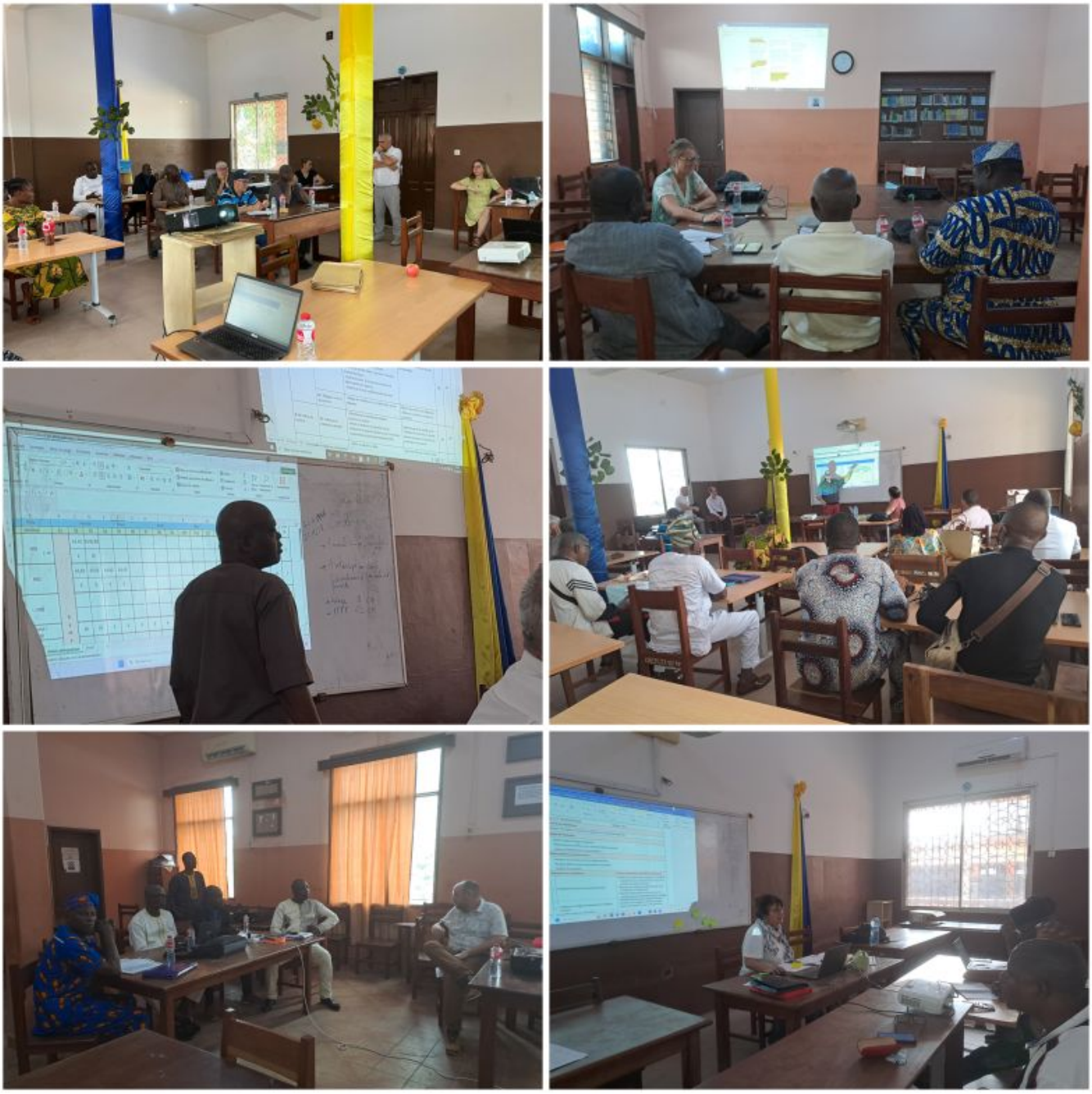
Accompagner la réforme de l’enseignement agricole béninois

Depuis 2023, une douzaine d’experts ont été mobilisés par le réseau CEFAGRI de la Direction Générale de l’Enseignement et de la Recherche pour participer à diverses missions d’écriture de référentiels et autres listes d’équipements pour les nouveaux lycées techniques agricoles au Bénin.

Le gouvernement béninois s’est engagé, sous l’impulsion de son Président de la République, dans une modification majeure de l’orientation de l’éducation et de la formation, avec pour objectif que, d’ici 2030, 70% de la population scolaire soit passée par l’enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP). L’opérationnalisation de la Stratégie Nationale EFTP est déclinée en programmes de construction, de réhabilitation et d’équipement de 7 Écoles des Métiers (EDM), qui permettront d’accueillir 8400 apprenants, et de 30 Lycées Techniques Agricoles (LTA), pouvant accueillir 48000 apprenants.

Dans ce contexte, France Éducation International (FEI) s’est vu confier un volet d’accompagnement de l’Agence de développement de l’enseignement technique (ADET) béninoise pour les EDM et les LTA, dans une dynamique de transfert de compétences pour l’élaboration des curricula, la conception et l’opérationnalisation d’un modèle d’évaluation et de certification des apprentissages, l’élaboration de la liste des équipements et matériels avec les spécifications techniques en lien avec les guides d’organisation pédagogique et matérielle, l’accompagnement et la structuration d’une offre de formation professionnelle.

Ainsi, le projet des LTA repose sur un partenariat entre FEI et la DGER via le Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale par l'implication de son réseau CEFAGRI. FEI s'appuie aussi sur ses experts associés marocains, garantissant ainsi un regard pluriculturel et favorisant une vision triangulaire de la coopération.
C'est dans ce cadre qu'une dizaine d'ateliers de co-écriture ont été conduits au Bénin, entre 2023 et 2025, par une douzaine d'experts de l'enseignement agricole français pour un total de 230 jours d'expertise et un montant global d'environ 50 000€ d'honoraires partagés entre les experts et leurs établissements.



Vers un enseignement agricole professionnalisant

L’un des premiers experts engagés dans ce projet, Patrick Desnos, enseignant d’agronomie désormais retraité, revient sur cette expérience.

> *« CEFAGRI, FEI, ADET, APC, OIF, ces inconnus rencontrés en début de mission, en septembre 2023, ont livré quelques-uns de leurs secrets en ce mois de décembre 2025 !*
> *Déjà plus de deux ans que nous avançons à petits pas avec nos collègues marocains pour accompagner au mieux la réforme de*

l'enseignement agricole béninois. Réforme ambitieuse qui doit permettre de former de nombreux jeunes en capacité de s'installer pour renforcer la sécurité alimentaire du pays. Accompagner, c'est mettre une partie de ses certitudes dans sa poche. Accompagner, c'est comprendre l'autre, son histoire, sa culture, sa demande…



Cette co-construction avec les inspectrices, inspecteurs, enseignants, professionnels béninois, riches d'échanges, d'adaptation, de reformulation permanente a permis de préciser les contours des différents morceaux du puzzle : analyse des situations de travail, référentiels de compétences, de formation, d'évaluation et de certification.
L'image est encore un peu floue, il reste quelques ajustements pour que cette réforme soit opérationnelle…
L'expertise, c'est aussi partager nos visions des agricultures et plus particulièrement en ce qui me concerne de l'horticulture vivrière et ornementale, s'accorder sur le vocabulaire pour lever les ambiguïtés, trouver la juste place que l'agroécologie mérite aujourd'hui.
L'expertise, c'est confronter nos pratiques pédagogiques aux réalités du contexte. Bref, une expérience intéressante où nous nous apportons mutuellement. Et, puis à Cotonou, dans le in et le off, c'est rempli de belles rencontres… »

De même, Catherine Lejolivet, enseignante d'aquaculture (« madame la pêche » selon les inspecteurs béninois de l'ADET),

nous fait part de son engagement.
« Cela fait presque 3 années que je me suis impliquée via le réseau CEFAGRI et France Éducation International dans l'accompagnement de la réforme des LTA du Bénin et en particulier pour les Diplômes de Technicien Métier « Aquaculteur » et Technicien supérieur « Conseiller en aquaculture ». De l'étape « Analyse des Situations de Travail » où nous étions 2 experts à l'époque, je conduis seule ou presque toutes les étapes qui ont suivi (liste des équipements, référentiel de formation et référentiel d'évaluation et certification). Pas tout à fait seule en fait, car heureusement on est une bonne équipe française et je bénéficie depuis le début de l'aventure de l'appui collaboratif de 2 enseignants béninois performants : Hospice et Serge.
Si je devais résumer à ce stade cette aventure, car oui c'en est une, avec ses moments d'accélération, de lenteur, d'allers et retours, de surprise, bonnes et parfois déroutantes, cela tiendrait dans ces quelques mots :

***B** comme Bienveillance de la part de mes pairs béninois et des membres de l'équipe française,*
***E** comme Épanouissement car des moments d'échanges de pratique et du off sur la culture béninoise (merci à Adebayo et JB),*
***N** comme Normalisation car on doit contribuer selon l'approche par compétences et il a fallu s'adapter à chaque étape du projet,*
***I** comme Innovation pédagogique pour proposer des changements de posture de l'enseignement par modules, séquences et pluridisciplinarité,*
***N** comme Neutralité car avant tout nous devons proposer, sans imposer ni contrarier.*

La mission continue ici et là-bas, mais on ne sait pas quand nous retournerons à Chant d'Oiseau pour manger du poulet bicyclette sous les pales des ventilateurs, prendre notre Gozem et nous rendre, chaque matin, sur notre lieu de travail

au Lycée technique Coulibaly. Nous y avons pris nos habitudes : la cuisine des « mamans » le midi sous des toits en tôle surchauffés, les matchs de foot des élèves, leur cours d'EPS à 40, pieds nus dans le sable ou sur le béton, la traversée de la salle des profs où dormir pendant ses pauses n'est pas tabou. Bref, on est bien là-bas… »

…si bien que l'experte a ramené un peu de Bénin dans son établissement, le lycée agricole de La Canourgue, où, parmi ses étudiants de BTSA Aquaculture se trouvent trois Béninois, issus des LTA où enseignent ses collègues d'atelier d'écriture de référentiels !

Un autre expert, Sylvain Hédoux, directeur du centre de formation professionnelle et de promotion agricole-CFPPA de Charolles ayant une formation en horticulture ainsi qu'en ingénierie de formation, a intégré l'équipe d'experts pour ce projet suite à un départ à la retraite.

« Je travaille sur le référentiel en arboriculture fruitière et forestière et produits non ligneux. J'ai intégré l'équipe d'expert en mars 2024 pour une mission d'élaboration de listes d'équipements des LTA. Mon intégration s'est très bien passée tant avec les collègues experts du réseau CEFAGRI et marocains, que l'équipe de France Éducation International et la commission béninoise.
J'ai ensuite participé à différentes missions au Bénin, telles que celle pour les référentiels de formation en avril 2024, la validation des listes d'équipements en février 2025, la finalisation du référentiel de formation en octobre 2025, et enfin une 5e en décembre 2025 dont les 2 objectifs étaient de valider le projet de référentiel de formation et de travailler sur le référentiel d'évaluation. Au long de ces 18 mois, un climat de confiance s'est construit avec la commission d'experts béninois avec laquelle je mène les ateliers de co-construction. Les collègues béninois sont investis et participent à l'élaboration de ces référentiels.

Cette mission est une belle aventure humaine tant dans les échanges, les visites en marge des ateliers, notamment chez les professionnels participants, que la contextualisation de l'ingénierie de formation au modèle béninois. »

Il est aussi à noter que les professionnels béninois en horticulture qui ont invité les experts français à visiter leurs sites de production, certains se proposent d'être maîtres de stage pour des étudiants français.



Quant à Stéphanie Deltheil, enseignante en zootechnie, elle a pris la suite d'un expert parti en Outre-Mer.

« J'ai rejoint l'équipe déjà constituée en février 2024 afin de travailler sur l'écriture des référentiels des DTM Éleveur de Porcs et Éleveur de Bovins et Petits Ruminants.
La première mission portait sur l'élaboration de la liste des matériels nécessaires au fonctionnement des ateliers Porcs et Bovins et Petits Ruminants dans les exploitations des lycées agricoles.
Mon intégration à l'équipe existante d'experts français et

marocains a été facilitée par beaucoup de bienveillance et d'accompagnement de la part de tous, et cela a été un vrai plus pour moi de travailler dans cette effusion multiculturelle. Les échanges avec les partenaires béninois (enseignants, directeurs d'exploitation, professionnels…) ont également été très riches, menant à de nombreux partages et découvertes réciproques sur les techniques d'élevage notamment. Cela a également été l'opportunité pour moi de découvrir une nouvelle culture, source d'un dépaysement total puisqu'il s'agissait de ma première expérience professionnelle et personnelle en Afrique de l'Ouest, et au Bénin en particulier.

J'ai saisi l'opportunité de prolonger mon séjour professionnel pour découvrir un peu plus le Bénin, et ainsi visiter des exploitations mais également faire du tourisme, ce qui m'a permis de mieux appréhender le contexte local, mais aussi de poursuivre les rencontres béninoises et de découvrir des gens accueillants, chaleureux, et extrêmement bienveillants et désireux de faire connaître leur pays et leur (agri)culture.

Les deux missions suivantes, en octobre et décembre 2025, étaient orientées sur l'écriture des Référentiels de Formation et des Référentiels d'Évaluation et de Certification, me demandant plus d'adaptation et un besoin d'accompagnement plus important, car les compétences demandées étaient parfois un peu éloignées de ma formation initiale.

En résumé, trois missions basées sur les rencontres, le partage, la diversité, et sources d'enrichissement et de challenge personnel et professionnel. »

Une expertise en ingénierie de formation

Afin d'assurer l'harmonisation de ces travaux de co-écriture de référentiels, le réseau CEFAGRI a proposé à FEI la participation régulière d'une Déléguée Régionale en Ingénierie de Formation (DRIF), Johanne Szprenkel. Elle témoigne :

« J'ai eu la chance d'intervenir auprès des experts français et marocains ainsi que des acteurs béninois mobilisés pour l'élaboration des référentiels des quinze nouveaux diplômes des lycées techniques agricoles dans le cadre de la réforme de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels au Bénin.
Si les experts disposaient d'une expertise technique et pédagogique approfondie sur les spécialités concernées, l'accompagnement a porté plus spécifiquement sur la méthodologie d'ingénierie de formation.
Mon intervention a consisté en une relecture méthodologique des documents produits, une harmonisation de l'ensemble des référentiels, un renforcement de la prise en compte des principes de l'agroécologie et un appui aux experts sur certains ateliers techniques.
Cet appui transversal a concerné l'ensemble des documents structurants des diplômes : référentiels d'analyse de situations de travail, référentiels de compétences, référentiels de formation, référentiels d'évaluation et de certification.
L'objectif était de garantir la cohérence des parcours de formation, leur lisibilité et leur alignement avec les orientations de la réforme de l'EFTP.
Cette expérience de coopération internationale a constitué un levier important de développement professionnel. Elle m'a permis de consolider mes compétences en ingénierie de formation, notamment à travers l'appropriation et la mise en œuvre de la méthodologie portée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Elle a également renforcé mes capacités d'adaptation, afin de répondre au plus près aux attentes du commanditaire, dans un contexte où les priorités pouvaient évoluer en fonction des impératifs institutionnels ou techniques.
Enfin, au-delà des apports strictement professionnels, je retiendrai les relations de travail solides et durables avec l'ensemble des partenaires impliqués et les amitiés professionnelles fondées sur la confiance, l'humilité et la

volonté de bien faire ensemble. »

L’apport de modules d’enseignement général contextualisés



Depuis le début du projet, l’élaboration des référentiels concernaient exclusivement les modules d’enseignement technique. Néanmoins, lors de la mission d’octobre 2025, l’ADET a demandé à FEI de prévoir aussi l’élaboration de modules d’enseignement général.
Les échanges entre le nouveau chef de projet FEI et l’animatrice du réseau CEFAGRI ont amené à la mobilisation d’experts de l’enseignement agricole pour la mission de décembre 2025 pour la co-écriture des modules de français, de biologie-écologie, de sciences physiques.

« En tant qu’enseignante en biologie-écologie au lycée agricole de Bazas avec un partenariat engagé avec le LTA de Sékou, j’ai été mobilisée pour la co-écriture des modules d’enseignement scientifique, en particulier biologie, écologie, climatologie des nouveaux diplômes, explique Nathalie Campo.
Réaliser ces fiches dans un délai si court a été la principale difficulté rencontrée.
En revanche, j’ai pris beaucoup de plaisir à compiler de nombreuses informations (référentiels Bac Pro, ouvrages de biologie écologie…) pour rédiger ces fiches. J’ai trouvé particulièrement intéressant de réfléchir à la mise en place d’un programme sur trois ans avec un tronc commun et des

fiches spécifiques à chaque DTM, pour des activités de co-animation. L'intérêt réside notamment dans la progression à mettre en place et les activités à proposer : TP, TD, activités sur le terrain….



La journée de commission à Cotonou a été l'occasion de découvrir des collègues béninois et leurs méthodes de travail. Nous avons pu échanger de façon constructive sur le programme proposé et affiner plus particulièrement les fiches de co-animation pour répondre au mieux à leurs besoins. À l'issue de cette journée, leur satisfaction et leur validation du travail accompli a été une source de joie. »

Et cette experte a eu l'opportunité pendant cette mission de rencontrer Barnabé, le volontaire sélectionné par l'Université nationale d'agriculture (UNA), France Volontaires à Cotonou et le lycée agricole de Bazas pour une mission de service civique de janvier à juin 2026 auprès des apprenants français, dont certains préparent une mobilité au Bénin, en lien avec le LTA de Sékou, où elle a aussi pu se rendre.

De même, Serge Misericordia, fort de son expérience de coopération avec le LTA de Savalou et maintenant d'Adja-Ouèrè, a participé à l'écriture des modules scientifiques : « Contacté mi-octobre 2025 par Vanessa Forsans du réseau CEFAGRI pour participer à l'écriture des référentiels de mathématiques et sciences physiques des nouveaux diplômes de l'enseignement technique agricole au Bénin, j'accepte après

quelques jours de réflexion.
Je découvre alors l'ampleur du travail déjà effectué par les experts des modules professionnels et m'inquiète un peu sur ma capacité à livrer des documents complets, validables dans le peu de temps qu'il m'était imparti. En effet, la validation de ma candidature par l'ADET (uniquement pour les sciences physiques) et la confirmation de la mission me sont parvenues début novembre pour une présentation des travaux à Cotonou début décembre.
Mais grâce à l'accompagnement des autres experts, de France Éducation International, et du réseau CEFAGRI, j'ai pu préparer ma part de référentiel dans les temps.



Arrive alors la mission au Bénin. Après un embarquement un peu rocambolesque à l'aéroport de Roissy, je fais la connaissance de l'équipe des experts engagés dans cette mission. L'intégration se fait sans problème (avec quelques personnes connues dans d'autres missions avec le réseau Afrique de l'Ouest de la DGER). J'occupe ma première journée à observer les commissions de validation d'autres modules afin de savoir à quoi m'attendre, ce qui m'a permis de peaufiner mes documents.
La deuxième (et dernière) journée est celle de ma commission de validation. Quatre enseignants et un conseiller pédagogique béninois de sciences physiques y participent.

Après les présentations d'usage, la présentation du module MG2-2 peut commencer. Les discussions sur quelques points à modifier ou à préciser se déroulent dans un esprit très respectueux, convivial et surtout très constructif. À la fin de la journée, le module est validé.
Cette première expérience de mission d'expertise fut très enrichissante à plusieurs points de vue.
Tout d'abord sur l'écriture du référentiel : ce fut l'occasion de me réapproprier les différents référentiels des bac professionnels agricoles français et de reformuler les parties qui me paraissaient les plus pertinentes dans les anciennes et nouvelles versions dans l'optique de les adapter au contexte béninois.
Les « fiches-outils » correspondantes aux séances de co-animation avec les enseignants des modules professionnels furent les plus fastidieuses mais aussi intéressantes à écrire. Une lecture approfondies des modules professionnels était nécessaire pour dénicher des liens avec les sciences physiques et en extraire des thématiques communes qui donnent tout leur sens aux différentes formations.
La commission de validation fut un exercice tout aussi stimulant intellectuellement. Les échanges et quelquefois les débats sur telle ou telle notion ou approche pédagogique ont été nombreux et très satisfaisants. Ce sont des situations que l'on ne vit plus tellement dans notre quotidien d'enseignant.
Ces échanges m'ont aussi permis de mesurer la diversité des conditions d'enseignement de cette discipline dans les différents établissements agricoles béninois (équipement des laboratoires…).
Bien que très courte, cette mission a aussi été l'occasion de rencontres très sympathiques, que ce soit avec les collègues experts qui forment une équipe très soudée et très accueillante pour les « petits nouveaux » ou avec les collègues béninois avec lesquels le courant est très bien passé lors de cette journée de travail sur le référentiel.
J'espère que d'autres opportunités se présenteront à moi pour

des missions similaires et je remercie Vanessa Forsans du réseau CEFAGRI pour m'avoir embarqué dans cette aventure et Jean-Luc Massey de France Éducation International pour son accueil, sa disponibilité et son soutien dans cette mission. »

Lors de cette mission de décembre 2025, l'ADET a confirmé la mise en place des nouveaux diplômes à la rentrée de février 2026 et la nécessité que tous les référentiels de formation soient donc finalisés. Dans ces délais très contraints, l'animatrice du réseau CEFAGRI a alors diffusé 3 AMI, avec la validation de FEI, pour mobiliser des experts afin d'assurer une mission en janvier 2026 qui a permis la co-écriture des modules d'anglais, mathématiques, et employabilité.



D'autres étapes devraient suivre, telles la finalisation des référentiels des Diplômes de techniciens supérieurs métiers (DTSM), la co-construction de guides d'accompagnement

pédagogique,… selon le calendrier et une méthodologie progressivement élaborée par l'ADET, en accord avec FEI, pour la mise en œuvre de cette importante réforme.

Contact : Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI et co-animatrice du réseau Afrique de l'Ouest Afrique centrale (BRECI/DGER/MAASA) – vanessa.forsans@educagri.fr